

Syrie : la société s'organise en dehors de l'État

Bassma Kodmani,

Directrice de l'Initiative Arabe de Réforme

Il faut faire le constat après plus de deux ans de crise – transformée en désastre – humanitaire en Syrie : tout ce qui est fait au plan diplomatique comme au plan humanitaire est largement en deçà du nécessaire. Aucune action n'a été décisive pour changer les dynamiques internes de ce conflit, ni a fortiori les dynamiques qui sont venues se greffer sur cette situation intérieure. Certains pays ont fait davantage que d'autres pour aider la population et la France est de ceux-là. Mais rien n'est venu altérer la descente aux enfers que vit le pays tout entier.

L'humanitaire sans volonté politique

L'action humanitaire n'est jamais conduite dans un contexte dénué de considérations politiques. On peut le regretter mais il faut surtout s'efforcer de comprendre sans angélisme comment l'humanitaire et le politique s'articulent dans le cas de la Syrie.

Lorsque le peuple s'est soulevé en mars 2011, certains pensaient que les Syriens connaîtraient le même sort que la Tunisie et l'Égypte ou « au pire » le Yémen où la révolte a duré dix mois avant que le président Saleh accepte de quitter le pouvoir. Ceux-là espéraient le départ de Bachar el Assad, le verrou qui maintient le système autoritaire, et une transition démocratique relativement rapide. Mais d'autres traitaient les premiers d'inconscients et disaient en substance « ce régime ira jusqu'au bout. Il ne laissera pas le pouvoir avant d'avoir tout détruit. » De leur point de vue, même s'ils soutenaient au fond le mouvement, ils jugeaient trop dangereux un soulèvement contre lui car ils soupçonnaient que le prix serait prohibitif. Nous en faisons l'expérience tous les jours : le coût est effectivement très élevé. Ceux qui sont sortis pour manifester en 2011, principalement des jeunes, n'avaient pas la mémoire des horreurs passées du régime et ne soupçonnaient pas un instant qu'ils seraient soit tués (plus de 100 000 d'entre eux), soit survivants aux tortures des prisons soit encore engagés dans un combat armé des plus féroces

Pendant les dix-huit premiers mois, ils ont invoqué le principe de la responsabilité de protéger et ont espéré qu'une action internationale les sauverait du massacre. De nombreux acteurs, la France en tête, ont tenté de faire aboutir des décisions internationales qui auraient apporté de l'aide l'humanitaire à défaut d'une solution politique – a fortiori militaire. Le CICR a tenté de négocier des trêves humanitaires avec le régime, d'autres des corridors humanitaires ou encore de simples voies de passage sécurisées pour l'entrée de convois. En août 2012, le gouvernement français a tenté de faire voter une résolution au Conseil de sécurité pour permettre à l'aide humanitaire d'être acheminée dans des conditions acceptables. Toutes ces options nécessitaient la coopération du régime et de ses alliés. Elles ont toutes échoué.

Car la souffrance de la population est un des instruments de guerre du régime. De son point de vue, il faut punir ceux qui soutiennent la révolte et dissuader ceux qui ne l'ont pas encore fait. Médecins torturés et tués, boulangeries et hôpitaux systématiquement ciblés par des frappes aériennes, réseaux électriques et stations d'épuration bombardés. Outre

l'abomination morale que cela représente, cette réalité rend les discours d'indignation dérisoires, voire naïfs. Elle rend surtout inefficace les initiatives visant à séparer l'humanitaire du reste.

On se heurte également à l'aversion des humanitaires pour ce qu'ils appellent la militarisation de l'aide humanitaire et plus généralement la résistance des agences humanitaires à compenser le déficit d'action politique.

La malédiction de la géopolitique

Les massacres commis par le régime n'ayant pas suscité la riposte espérée, les Syriens avaient la certitude que l'importance stratégique de leur pays amènerait les pays de la région et les puissances internationales à agir en raison des risques que la déstabilisation de la Syrie représentait pour tous. Ils pensaient que les considérations géopolitiques réussiraient à convaincre là où l'urgence humanitaire avait échoué et que la 'communauté internationale' (qui existe dans l'imaginaire des peuples, surtout les plus opprimés) ne laisserait pas faire. L'importance stratégique est à la fois une chance et une malédiction. Elle s'est avérée jusque-là être plutôt une malédiction. Nous espérons que le peuple ne serait pas livré à la folie de ce régime – et peut-être ne faut-il pas employer le mot folie ? Ainsi que le dit très justement Mukesh Kapila ceux qui mettent en œuvre ce type de stratégie ne sont jamais fous ; ils sont au contraire parfaitement sains d'esprit et ont une haute capacité à organiser le crime et le mal.

La malédiction réside dans cette pénible réalité que toute action décisive paraît trop dangereuse pour être engagée. Nous sommes en effet devant un cas probablement unique où l'on assiste à la reproduction des rivalités de la guerre froide avec une tension inédite entre la Russie et les États-Unis sur laquelle viennent se greffer les divers traumatismes de la guerre d'Irak, des attentats de 2001 et de la 'guerre contre le terrorisme' dans le monde, et bien sûr le conflit israélo-arabe à l'aune duquel toute mesure est évaluée et qui semble rendre toute action décisive impossible à ce jour.

L'humanitaire et la machine politico-médiatique

Le régime Assad qui est le même depuis les années 1970, avait déjà commis un massacre majeur estimé à près de 40 000 victimes dans la ville de Hama en 1982 pour écraser un soulèvement populaire. L'absence des médias à cette époque avait joué un rôle essentiel dans le silence qui a toujours entouré ce crime. Seuls étaient au courant ceux qui devaient recevoir et comprendre le message, les groupes qui s'étaient soulevés et le reste des Syriens qu'il fallait dissuader définitivement pour que jamais à aucun moment ils n'aient la tentation de recommencer.

Aujourd'hui, les médias, des nouveaux médias jusqu'à la télévision sont présents et rapportent les faits dans le détail. Le principe de l'assistance à une population en danger – des dons humanitaires jusqu'à la responsabilité de protéger – dépend entièrement de l'émotion que l'on est capable de susciter et ceci nécessite la mise en place d'une stratégie où les médias doivent être au centre du dispositif pour lutter contre le déficit d'empathie. Dans des échanges avec des anciens responsables de Bosnie et du Kosovo, l'opposition syrienne s'entendait dire « vous ne savez pas utiliser vos morts. Il faut exploiter vos morts, capitaliser sur vos victimes pour lancer des opérations médiatiques, susciter l'émotion, l'indignation, développer des campagnes pour faire pression sur les décideurs des grands pays. Puisque le régime lui-même a fait des victimes civiles un instrument de sa guerre, il

faut savoir en faire un instrument vous aussi du côté de l'opposition. » Ces gens-là s'excusent de leur cynisme, mais insistent: « Vous avez échoué à susciter la seule réponse adéquate qui est l'intervention humanitaire du type qu'ont connu la Bosnie et le Kosovo, c'est la seule qui soit réaliste puisque toutes les autres voies ont échoué. »

Le problème de cet outil est que lorsqu'il s'agit d'aide humanitaire, informer sur les souffrances nécessite des capacités très importantes, d'autant qu'il faut savoir s'adresser à des publics variés. S'adresser aux opinions publiques pour susciter la solidarité et la mobilisation de dons n'est pas la même chose que s'adresser à des gouvernements ou des institutions internationales. À l'intention des opinions publiques dans des pays susceptibles d'apporter de l'aide, cela se fait par les images. Il faut capter l'attention, choquer et susciter l'émotion. L'inconvénient est qu'on ne peut pratiquement rien faire en préventif et très peu tant que la crise n'a pas atteint un degré d'acuité très élevé. Nous avons vu au fil des mois comment il fallait atteindre une pénurie aiguë d'un produit vital pour qu'il y ait mobilisation. Cela va du matériel médical à la farine en passant par les vêtements d'hiver et les couvertures. C'est lorsque l'attention internationale et les médias sont mobilisés que l'on arrive à apporter enfin un peu d'aide pour un produit donné, souvent aux dépens d'autres produits dont la pénurie s'accroît entre temps. Nous avons eu par exemple au début de l'hiver toutes les indications concernant les risques de souffrance liées au froid et au début de l'été une pénurie d'eau potable dans plusieurs régions. La population voulait désespérément des moteurs pour tirer l'eau des puits parce que le régime vise les stations d'épuration et d'électricité. Dans chaque situation, il faut attendre les images des souffrances avant que les institutions se mobilisent au niveau requis.

Vis-à-vis des gouvernements et des institutions, l'obstacle est l'inertie des bureaucraties, et plus grave encore, la suspicion permanente. Très tôt, les grandes organisations humanitaires comme le CICR ont décidé de redéfinir la situation sur le terrain pour la caractériser comme un conflit entre deux parties. Dès lors, on a commencé à parler de deux parties armées, ce qui a eu pour effet (même s'il n'était pas intentionnel) de donner un coup de frein à l'aide acheminée par le biais de réseaux locaux syriens. L'essentiel de l'aide offerte par les pays est depuis lors organisée par les organisations internationales. Hors celles-ci se heurtent elles-mêmes aux mêmes problèmes que les gouvernements. Dès lors qu'il faut agir à l'intérieur du pays sans l'accord du gouvernement syrien, des problèmes juridiques et sécuritaires se posent. Dans certains cas, les gouvernements sont passés par des ONG de leur propre pays qui ont pu, travailler mais toujours avec des résultats très partiels.

L'erreur est de ne pas avoir tenu compte d'une réalité existante sur le terrain, à savoir que pendant plus d'un an, la population s'était organisée elle-même avec ses propres moyens, pour assurer une aide de proximité à travers des réseaux de solidarité locaux et des fonds propres fournis essentiellement par des hommes d'affaires syriens de l'intérieur de la Syrie et de la diaspora. Ce n'est que dans la deuxième année que l'on a vu une croissance exponentielle de la crise humanitaire.

S'organiser pour résister

Très tôt, la population syrienne a souffert de l'interruption de services essentiels : téléphone, électricité, fuel, interruption de la rémunération des employés du secteur public dans les zones entièrement libérées. Le mode de punition collective classique ne diffère en rien du comportement d'une force d'occupation. La population civile a donc commencé à

s'organiser en dehors de l'État pour résister dans la durée. Cette notion de mouvement de résistance dans la durée n'est malheureusement pas intégrée comme une réalité sur laquelle il conviendrait de bâtir une stratégie d'aide humanitaire.

Il existe dans toutes les régions du pays des réseaux civils composés de personnalités respectées, d'hommes et surtout de très nombreuses femmes, des militants qui sont à l'origine des premières manifestations et qui, plutôt que de prendre les armes, se sont investis dans l'action humanitaire et dans l'action civile. Tous ces réseaux qui traversent l'ensemble de la population, décrivent une société qui est entrée en résistance. L'organisation de l'aide humanitaire lorsque son origine est syrienne, s'appuie sur ces réseaux. Dès les premiers mois, la population a adopté des schémas de fonctionnement à l'échelle locale qui ont jeté les bases d'un système de gouvernance locale. On a ainsi vu émerger d'abord des comités locaux et des 'conseils de sages' au niveau des villages, des petites villes et des quartiers des grandes villes, puis une formalisation de ces structures avec dans bien des cas la tenue d'élections. Ces nouvelles structures ont pris le relais des institutions de l'État et organisent la vie de la population avec des moyens le plus souvent dérisoires. La mise en place de conseils locaux au niveau des gouvernorats n'est pas encore satisfaisante et a été affectée par les tentatives de certains bailleurs de fonds d'influencer les élections mais on a également observé, selon les régions et selon les groupes, une plus ou moins grande résistance à la politisation de l'action locale.

L'auto-organisation de la société est assez remarquable et celle-ci cherche à organiser des formes d'action durables qui vont au-delà de l'humanitaire. J'en citerai deux exemples : l'éducation d'abord. Il existe de nombreux projets scolaires dans les zones libérées du nord et des villes libérées dans le sud, où les écoles ne fonctionnent plus pour la troisième année consécutive. Nous sommes devant un réel danger de perte de la scolarité et d'une génération sacrifiée qui ne va plus à l'école ni à l'université. Beaucoup d'initiatives, souvent lancées par des femmes, visent à organiser des projets éducatifs, voire des écoles (itinérantes ou dans des abris), des projets d'ordre culturel, artistique, pédagogique et psychologique.

Deuxième exemple, les microprojets. Pour ne pas dépendre du renouvellement de l'aide tous les mois, de nombreuses initiatives individuelles ou entreprises par des petits groupes ont démarré des microprojets (artisanaux, agricoles, commerciaux) qui permettent à une famille et à plusieurs familles de générer son propre revenu pour subsister, et ceci moyennant des financements très modestes. On a ainsi vu émerger une esquisse de ce qu'on pourrait appeler un programme de microprojets qui pourrait s'étendre à l'ensemble de la Syrie. Les projets étant suffisamment petits, ils ne représentent pas un danger sécuritaire trop élevé car ils n'attirent pas l'attention des forces du régime. Il est tout à fait possible de mettre en place une structure professionnelle qui organiserait un programme de microcrédit.

Il s'agit donc de faire confiance aux Syriens pour les aider à s'organiser. Les civils sont vexés lorsqu'on leur parle de risque de chaos. Ils reconnaissent que sur le plan sécuritaire, ce sont les groupes armés qui font la loi mais ils donnent en exemple l'organisation de la vie des gens depuis deux ans pour montrer que la société a réussi à s'auto-organiser.

Les organisations humanitaires évoquent le risque de perte de neutralité et éventuellement de discrimination lorsque l'aide est distribuée par les réseaux locaux. Il est vrai que dans certains cas, des accusations de discrimination ont eu lieu, le plus souvent attribuée aux bailleurs. Mais ce risque reste contrôlable. En contrepartie, de très nombreux réseaux existent qui, depuis le début de la révolte et jusqu'à ce jour, font de l'humanitaire au service

de ce qu'on appelle la paix civile ou la coexistence intercommunautaire. Le rôle de ces groupes est très précieux car pendant que le régime cherche à déchirer le tissu social, à inciter à la haine et à monter les communautés les unes contre les autres, des groupes de la société civile qui organisent l'aide dans cet esprit sont porteurs d'un message très fort et jouent un rôle essentiel que les humanitaires étrangers ne peuvent pas jouer. On voit ainsi des groupes de la communauté alaouite organiser l'aide aux populations sunnites déplacées qui arrivent dans la zone côtière notamment, où la situation est relativement calme puisqu'elle reste contrôlée par le régime. Ces projets sont porteurs d'espoir pour la réconciliation nationale et la reconstruction du pays.

Enfin, la détermination et la motivation que l'on rencontre chez la population locale sont infiniment plus grandes que chez un professionnel de l'humanitaire étranger qui vient faire son travail dans un environnement dur. Il paraît donc évident que l'utilisation des réseaux locaux est le meilleur moyen de maximiser la rentabilité de l'aide humanitaire et de la faire parvenir dans les zones les plus difficiles d'accès.

Une population mobilisée pour résister n'est pas une population qui veut être assistée, elle veut avoir les moyens d'organiser sa résistance. C'est toute la différence avec l'aide qu'on apporte à une population impuissante, passive, sans défense. Cette catégorie de Syriens existe bien sûr, ce sont les plus vulnérables. Il reste qu'il faut bâtir une approche qui profite de cet esprit d'une société mobilisée. À ce jour, le moral de la population reste élevé et la détermination à résister n'a pas faibli malgré les souffrances inhumaines. Mais l'absence de moyens est peut-être l'aspect le plus démoralisant.

Elle sait que cela va durer, mais elle est convaincue désormais que la solution ne peut plus venir de l'intérieur. Elle ne sera pas syrienne et il faut qu'elle soit agréée au plus haut niveau et imposée, sans doute, à ce pays et au régime qui est en place, qu'elle soit d'ordre politique ou qu'elle soit d'ordre militaire sous forme d'action, sous forme d'intervention humanitaire puisque ceci a été évoqué et discuté. Pour l'instant, elle n'est pas une option au menu, mais qui reste, à mon avis, l'option qui mérite d'être très sérieusement agitée.

De nombreux Syriens ont longtemps réclament à cor et à cri une intervention humanitaire avant de comprendre qu'elle n'aurait pas lieu. Nous savons que celle-ci représente d'énormes inconvénients, qu'elle ajouterait aux destructions et aux pertes humaines déjà monstrueuses. Le grand problème dans la question syrienne qui reste difficile à comprendre est la paralysie du Conseil de sécurité de décider d'une quelconque action internationale, ne serait-ce qu'un message suffisamment ferme pour condamner les atrocités. À ce jour, il n'y a pas une seule résolution du Conseil de sécurité qui ait clairement condamné les actions du régime syrien. Même la décision du Conseil de sécurité d'envoyer une mission d'observateurs de l'ONU en 2012 avait été formulée de telle sorte qu'aucun texte ne condamnait le régime et l'action des observateurs sur le terrain restait dépendante du bon vouloir de ce dernier. Enfin et surtout, les conditions et les moyens de la mission restaient dérisoires face aux besoins réels. Entre une résolution de condamnation et une intervention armée, il y a une panoplie de mesures, une échelle qu'il aurait fallu commencer à gravir, mais le Conseil n'a jamais gravi le premier échelon. Une condamnation claire qui dit que ceci ne peut continuer aurait peut-être été à même de changer le comportement du régime à un certain moment. Rien n'interdit de penser que cela est encore le cas.